

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 10 – 10 mars 2022.

En bref

À l'occasion de la Journée internationale de la femme le 8 mars dernier, des manifestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes d'Amérique latine pour dénoncer la dégradation des conditions de vie des femmes depuis le début de la pandémie. La Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a mis en garde contre une féminisation de la pauvreté, puisqu'elle estime qu'en 2021, 118 millions de femmes étaient en situation de pauvreté, soit 23 millions de plus qu'en 2019, avant la pandémie de Covid-19. Depuis, le travail de millions de femmes a pallié les carences des systèmes publics de santé, au sein de la sphère privée avec le travail domestique non rémunéré, mais également dans le milieu de la santé, puisque 73 % des professionnels de santé en Amérique latine sont des femmes. Par ailleurs, il est estimé que la participation des femmes au marché du travail serait retombée à son niveau de 2008, les femmes étant beaucoup plus exposées à la précarité, à l'image du secteur du travail domestique rémunéré, caractérisé par l'absence de sécurité sociale et la présence élevée des femmes : en Colombie par exemple, 4 employées de maison sur 10 n'ont pas retrouvé leur emploi depuis le début de la pandémie. La journée du 8 mars a ainsi été l'occasion pour les mouvements féministes de rappeler la nécessité d'une restructuration sociale, politique et économique qui place la femme au cœur des thématiques de politiques publiques, pour tirer la leçon de la pandémie.

LE CHIFFRE À RETENIR

118 MILLIONS.

C'est le nombre de femmes en situation de pauvreté en Amérique latine en 2021, selon la CEPAL. Ce sont 23 millions de plus qu'en 2019.

BOLIVIE

La Banque centrale prévoit une croissance de 5,1 % et une inflation de 3,3 % pour 2022.

Le récent Rapport de Politique Monétaire (IPM) présenté par le président de la Banque centrale de la Bolivie (BCB), Edwin Rojas, annonce que l'institution prévoit une croissance de 5,1 % en 2022, et une inflation de 3,3 %. Son président a notamment souligné que le régime de change fixe en vigueur depuis 2011 contribuera à contenir la hausse des prix en Bolivie, dans un contexte d'inflation élevée au niveau international.

COLOMBIE

Le gouvernement annonce les dates des journées sans TVA.

Le 28 février dernier, le gouvernement a défini les dates sur lesquelles se tiendront les trois journées sans TVA en 2022. La première journée sans TVA aura lieu vendredi prochain, le 11 mars, soit 48 heures avant les élections du Congrès, ce qui a suscité l'attention, d'autant plus que la deuxième journée sans TVA, le 17 juin, se tiendra elle aussi deux jours avant l'éventuel second tour des élections présidentielles. La troisième date de l'année est fixée au 2 décembre. Le but de ces trois journées sans TVA est de provoquer une



augmentation des ventes sur 6 catégories de produits exemptés de taxe : les vêtements, les appareils ménagers, les équipements sportifs, les jouets et les jeux, les fournitures scolaires et les biens et fournitures destinés au secteur agricole.

Selon le dernier sondage Invamer, Gustavo Petro remporte la présidentielle dans tous les scénarios.

D'après les résultats de la dernière enquête du cabinet Invamer, l'alliance des mouvements de gauche du Pacto Historico est la coalition pour laquelle l'intention de voter est la plus élevée de toutes : en effet, 38 % des personnes interrogées ont déclaré avoir l'intention de voter pour le Pacto Historico, contre 19,1 % en faveur de Equipo por Colombia, et 14,5 % en faveur de la Coalicion Centro Esperanza. Cependant, il convient de noter que 28,4 % des sondés ont répondu qu'ils ne participeraient à aucune des consultations ou bien qu'ils ne savaient pas encore pour quelle coalition voter, ce qui traduit un sentiment d'apathie envers les alliances multicandidates, une tendance nouvelle en Colombie. Au sein du Pacto Historico, le pré-candidat à la présidentielle Gustavo Petro triompherait haut la main, avec 78,6 % des intentions de vote, en chute de 3,8 points de pourcentage comparé à novembre dernier, mais toujours loin devant la deuxième place, qui revient à Francia Marquez avec 13,5 % des intentions de vote au sein de la coalition. Au second tour, l'enquête Invamer évalue que Gustavo Petro gagnerait avec une différence de 15 pp contre Sergio Fajardo, et avec une différence de plus de 30 pp contre David Barguil, Alejandro Char ou Enrique Peñalosa.

L'inflation continue sa course et atteint 8,01 % en glissement annuel.

Selon le Département administratif national des statistiques (DANE), la hausse de l'Indice des prix à la consommation (IPC) en février a été de 1,63 %, soit deux fois supérieure à la moyenne historique. Le chiffre d'inflation pour février est le plus élevé jamais enregistré depuis août 2016, et a dépassé toutes les anticipations. En conséquence, à la fin du mois, l'inflation en glissement annuel a atteint 8,01 %, contre 5,62 % sur l'année 2021. Les postes qui ont tiré les prix à la hausse sont l'enseignement (4,48% d'inflation mensuelle), l'alimentation (3,26%), suivis du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz. En glissement annuel en février, l'inflation sur les produits alimentaires était de 23,3 %, contre 12,4 % pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, et de 7,4 % pour les transports. La guerre entre la Russie et l'Ukraine provoque également des tensions sur le prix des matières premières, si bien qu'une réduction de l'inflation n'est pas attendue avant le second semestre 2022. Le marché s'attend à ce que la Banque centrale colombienne poursuive sa posture agressive d'augmentation régulière de son taux directeur.

ÉQUATEUR

La CAF approuve 3 crédits équivalents à 175 MUSD.

La Corporacion Andina de Fomento (CAF) a approuvé 3 prêts équivalents à un montant total de 175 MUSD dont l'objectif est de financer des projets visant à améliorer les infrastructures en milieu rural. Un premier crédit de 75 MUSD permettra de financer le programme « Enfoque Amplio » qui a pour but de mettre à niveau les routes gérées par les provinces et de mettre en place des systèmes d'irrigation. Le deuxième prêt



de 50 MUSD permettra de financer des projets d'eau potable et d'assainissement, tandis que le dernier, de 50 MUSD également, financera le secteur de l'éducation en milieu rural.

La pression sur les besoins de financement devrait baisser dès 2022.

Le Ministère des finances équatorien estime que les besoins de financement pour 2022 s'élèvent à 11,3 Mds USD, ce chiffre comprenant 3,8 Mds USD en provenance des multilatéraux, et dont 1,7 Md USD viendrait du FMI seulement. L'objectif du gouvernement est de stabiliser les décaissements des multilatéraux à 1,5 Md USD par an à partir de 2025. Par ailleurs, la loi des finances 2022 prévoyait un prix du pétrole de 59,2 USD par baril. De fait, les revenus supplémentaires tirés de la réforme fiscale (1,3 Md USD) et de l'augmentation du prix du pétrole seraient alors de l'ordre de 2,8 Mds USD, alors que le déficit budgétaire pour 2022 est estimé à 3 Mds USD.

PÉROU

Le FMI a effectué sa mission annuelle au Pérou au titre de l'article IV.

Selon le FMI, les mesures de soutien prises en 2020 dans le contexte de la pandémie, la progression de la vaccination et le rebond des demandes interne et externe ont atténué les impacts de la crise sanitaire et permis une reprise économique soutenue (+13,3% en 2021), le Pérou retrouvant ses niveaux de production pré-pandémique dès le 3^e trimestre 2021. La pauvreté, l'emploi et la croissance potentielle du

PIB restent toutefois impactés. Le FMI prévoit une croissance de 3 % pour 2022, citant l'environnement international et la décélération de la croissance chinoise comme des éléments moins favorables au Pérou. Les fondamentaux macroéconomiques restent solides et le pays n'a pas encore utilisé sa Ligne de Crédit Modulaire (Flexible Credit Line, FCL) de 11 Mds USD auprès du FMI. Face à l'inflation, le FMI conseille une politique monétaire plus restrictive et le recours aux interventions sur le marché de change, ainsi qu'une politique budgétaire permettant de ramener le déficit à 0,6 % dès 2023. Parmi les défis à relever, le Fonds cite les réformes visant l'amélioration de la collecte fiscale, des services publics et de la productivité, la lutte contre l'informalité et la corruption, ainsi que la soutenabilité des systèmes de retraite.

Fitch abaisse la notation de la compagnie pétrolière publique Petroperú.

L'agence a revu à la baisse la notation de Petroperú de BBB avec une perspective « stable » à BBB- avec perspective « négative », soit à un échelon de la perte du grade d'investissement. Selon Fitch, cela est dû principalement au manque de transparence financière et à l'affaiblissement de la gouvernance de l'entreprise, illustrés par le retard pris pour mener un audit financier en 2021. Ce retard est notamment dû au refus de PwC de conduire cet audit, Petroperú exigeant une clause de confidentialité sans limite de temps, une pratique inhabituelle. A cela s'ajoutent la dégradation de la notation souveraine du Pérou en 2021 (BBB) ainsi que l'endettement important de l'entreprise (5 Mds USD). Petroperú, qui est une des plus grandes entreprises péruviennes en termes de chiffre d'affaires, a eu recours aux marchés financiers ces dernières années pour



financer notamment les travaux de la raffinerie de Talara.

Le gouvernement interdit le recours à des entreprises tierces pour les activités principales des entreprises péruviennes.

Via un Décret Suprême, le Ministère du travail (MTPE) a interdit aux entreprises d'avoir recours à des entreprises tierces pour des activités relevant de leur « cœur » de métier. Le MTPE entend mettre fin aux discriminations entre les travailleurs d'une entreprise et ceux d'entreprises tierces qui réalisent les mêmes activités mais ne bénéficient pas des mêmes droits (pensions, épargne-chômage). Cette décision a été prise contre l'avis du Ministère de l'économie et des finances, qui juge ce décret « illégal, non-viable, mauvais pour le marché » et susceptible de nuire à la productivité globale de l'économie. Le président de la Banque centrale s'est également prononcé contre. Les opposants au décret préconisent un contrôle plus strict des sociétés qui abusent du mécanisme de recours aux entreprises tierces, plutôt qu'une interdiction. Les entreprises ont jusqu'au 22 août pour s'adapter à la nouvelle législation.

Le gouvernement obtient le vote de confiance.

Un mois après sa constitution, le cabinet dirigé par le Premier Ministre Aníbal Torres a obtenu le vote de confiance du Congrès avec 64 voix pour, 58 contre et 2 abstentions. L'instabilité politique reste néanmoins présente : le Ministre de la santé va faire l'objet d'une interpellation et pourrait être censuré par le Congrès. Ce dernier doit aussi se prononcer sur l'admission au débat d'une nouvelle motion de « vacance » à l'encontre du Président Pedro Castillo (52 voix requises sur

130). Les observateurs estiment toutefois que les opposants sont encore loin des 87 voix requises pour entraîner le départ du Chef de l'Etat.

VENEZUELA

L'exclusion des banques russes du système financier international Swift affectera le Venezuela.

En réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le gouvernement américain et l'Union Européenne ont pris plusieurs sanctions économiques, qui comprennent l'exclusion de plusieurs banques russes du système financier international Swift. A première vue, le gouvernement Maduro pourrait profiter du conflit grâce à la hausse subite des prix du pétrole pour augmenter ses revenus. Cependant, si l'entreprise pétrolière publique PdVSA détient un compte auprès d'une banque russe exclue du système Swift, elle sera incapable d'effectuer un transfert pour payer un fournisseur en passant par ce compte. Les ressources financières du gouvernement Maduro, grand allié de la Russie, pourraient donc se retrouver bloquées par les sanctions économiques, puisque le système de transactions Swift est utilisé par plus de 11.000 banques dans 200 pays à travers le monde.

Le gouvernement augmente le salaire minimum du secteur public.

Le 3 mars, le gouvernement Maduro a annoncé l'augmentation du salaire minimum à 126,32 Bolivars (28,9 USD) et des bons d'alimentations à 45 Bolivars. L'augmentation sera effective pour l'ensemble de la grille salariale du secteur public, y compris pour les retraités, ce qui représente 3 millions de travailleurs et 1 million de retraités.



Cette augmentation est toutefois loin d'être à la hauteur des attentes, car le nouveau salaire minimum ne couvre toujours pas les besoins élémentaires tels que la nourriture, les vêtements et la santé, puisque le panier alimentaire de base pour janvier était évalué à 2.155 Bolivars. Cette augmentation du salaire minimum devrait être financée par la hausse des cours du pétrole survenue depuis le début de la guerre entre l'Ukraine et la Russie. Avec la récente réforme de l'Impôt sur les Grandes Transactions Financières (IGTF) qui augmente la collecte fiscale de l'Etat, la hausse des recettes devrait être suffisante pour financer cette réévaluation du salaire minimum sans provoquer davantage d'inflation dans le pays.

La justice américaine autorise le processus de vente de Citgo.

Un juge fédéral américain s'est prononcé en faveur du lancement du processus de vente des actions de Citgo, la filiale américaine de la compagnie pétrolière vénézuélienne PdVSA et l'un des principaux actifs du Venezuela à l'étranger. Comme les sanctions américaines contre le gouvernement Maduro interdisent normalement les transactions concernant ces actifs, le juge a tout de même reconnu que l'autorisation de vente par l'Office of Assets Control (OFAC) était nécessaire. Cette décision intervient dans le cadre de l'affaire Crystallex, une société minière canadienne qui cherche à s'emparer des actions de Citgo pour s'acquitter d'une dette de plus de 1 Md USD envers le Venezuela après l'expropriation d'une mine d'or en 2008, condamnée par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 10 mars 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	896 315	75 063	21 470	1 798	1,3 M	11%	5,7 M	48%
Equateur	843 760	46 633	35 316	1 952	1,2 M	7%	13,6 M	76%
Colombie	6 074 155	117 273	139 189	2 687	7,5 M	15%	34 M	66%
Pérou	3 530 004	104 610	211 301	6 262	3,3 M	10%	24,4 M	73%
Venezuela	517 516	18 287	5 653	200	7,9 M	27%	14,3 M	50%
Am. du sud	54 985 170	n.d	1 265 515	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8,2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international